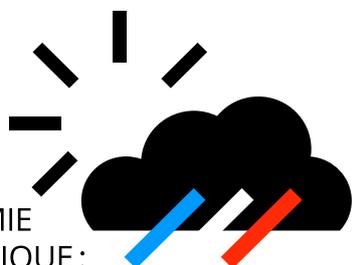


ÉCONOMIE
ET POLITIQUE:
**L'IMPORTANCE DES
CHOIX ÉLECTORAUX**



La zone euro face aux autres pays développés

La montée
en puissance
de la Chine

Pour une
démographie
efficace

Un monde
menacé par
le réchauffement
climatique

Coup de
projecteur sur
la compétition
France / Allemagne

Envolée des
inégalités : gros dégâts
sur les contrats sociaux

Appauvrissement
des états,
enrichissement des
actionnaires

L'indispensable
rentabilité des entreprises
exportatrices

L'urgente
réforme des
retraites

L'urgente
réforme des services
publics

Fondamentaux
de la guerre économique
et monétaire

RAOUL CHABOT – UNE SÉRIE D'ARTICLES POUR DES DÉCISIONS RÉLÉCHIES

Extraits de *L'importance des choix électoraux*, disponible sur le site <http://rouagesdelamondialisation.fr/>

UN INDISCUTABLE DÉCLIN

Employer le mot tabou de « déclin » en pleine campagne électorale peut choquer. Mon expérience personnelle m'a au contraire démontré que pour obtenir un sursaut d'une entreprise en grandes difficultés, il faut partir d'un constat sans complaisance des dérives qui la mettent en danger. Puis montrer qu'une trajectoire de redressement volontariste est possible.

Pour mesurer le déclin d'un pays, il faut comparer ses performances à celles d'un pays exposé aux mêmes contraintes et opportunités. Deux approches vont être successivement employées (ci-dessous et dans l'autre article : *Coup de projecteur sur la compétition France / Allemagne*).

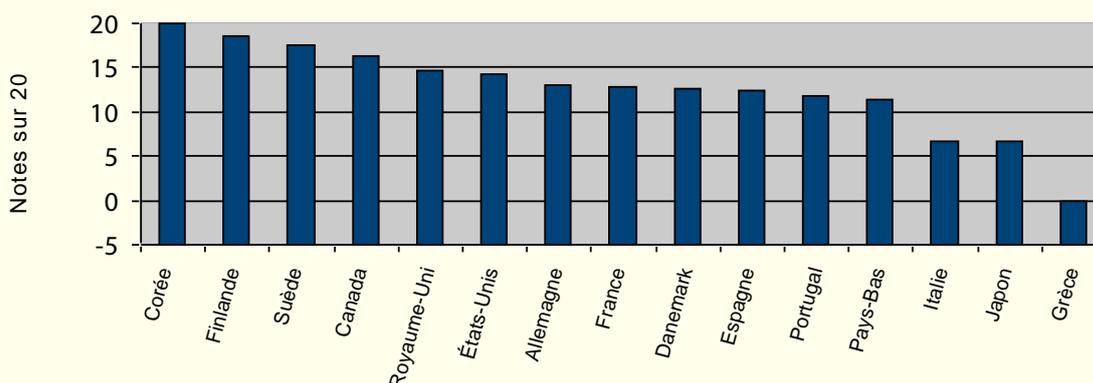
Un élargissement à quinze pays développés, dont huit membres de la zone euro, permet de mesurer le degré de satisfaction des objectifs fondamentaux des citoyens-électeurs. On obtient ainsi un classement des performances économiques des quinze modèles nationaux vus par leurs habitants.

Pour cette opération classique de « benchmarking », nous allons utiliser une « analyse multicritères ». Dans une première étape, chacun des critères est quantifié, pour positionner les performances de chacun des quinze modèles nationaux face aux autres. Dans une seconde étape, les notes obtenues pour chacun des critères sont agrégées, en donnant un poids relatif à chacun des critères, pour obtenir une note globale comprise entre zéro et vingt.

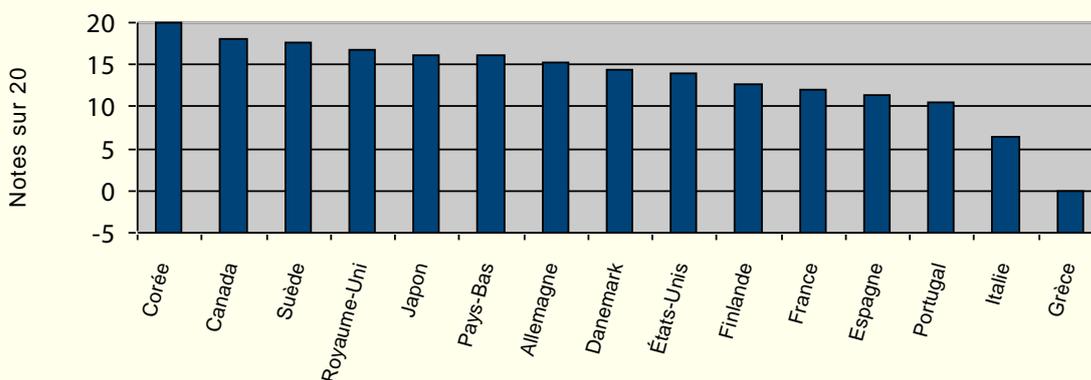
PREMIER OBJECTIF : AMÉLIORATION DE LA SITUATION MATÉRIELLE

Pour l'ensemble de la période 1998-2019, Corée, Finlande, Suède et Canada sont les quatre pays qui ont le mieux amélioré la situation matérielle des ménages. On remarque que trois d'entre eux ont subi au début des années 90 une grave crise économique et financière. Qu'ils ont surmontées grâce à d'énergiques et douloureuses réformes structurelles, facilitées par une dévaluation de leurs monnaies. L'Allemagne est septième, la France huitième. Italie, Japon et Grèce constituent le trio perdant.

PERFORMANCES 1998-2019 POUR LE NIVEAU DE VIE



PERFORMANCES 1998-2019 SUR LE FRONT DE L'EMPLOI



SECOND OBJECTIF : L'EFFICACITÉ SUR LE FRONT DE L'EMPLOI

Pour l'ensemble de la période 1998-2019, le trio le plus performant sur le front de l'emploi est inchangé (Corée, Canada, et Suède). L'Allemagne est septième et la France onzième. Les perdants sont le Portugal, l'Italie et la Grèce.

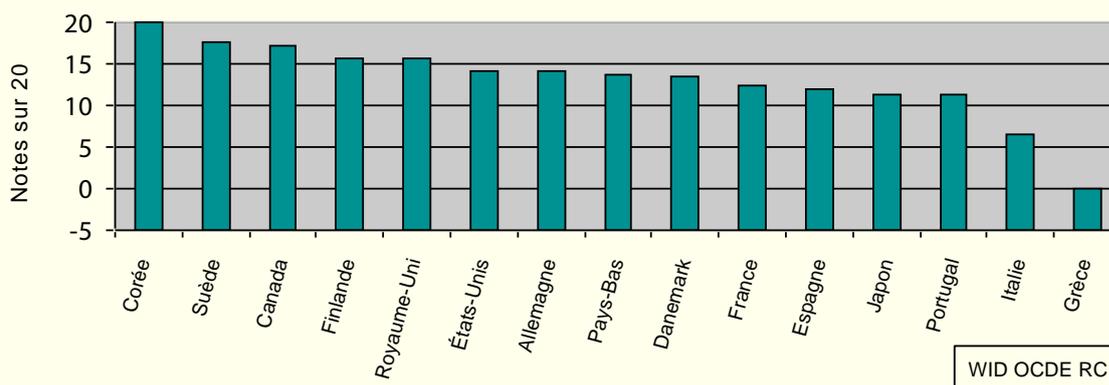
PERFORMANCE ÉCONOMIQUE GLOBALE 1998-2019

Si l'on oublie les a priori idéologiques, force est de constater que les classements pour la satisfaction des deux objectifs fondamentaux des citoyens sont peu différents. On pourrait résumer l'enchaînement vertueux qui rend un pays performant en :

**UNE POLITIQUE EFFICACE,
ET L'ADHÉSION DU CORPS SOCIAL,
PERMETTENT DE FAIRE PROGRESSER À LA FOIS
LE NIVEAU DE VIE ET L'EMPLOI**

Et vice-versa, hélas pour la zone euro, longtemps trahie par l'incompétence de ses pilotes. Cette constatation justifie de combiner les deux classements pour mesurer la performance économique globale.

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE GLOBALE 1998-2019
NIVEAU DE VIE + EMPLOI



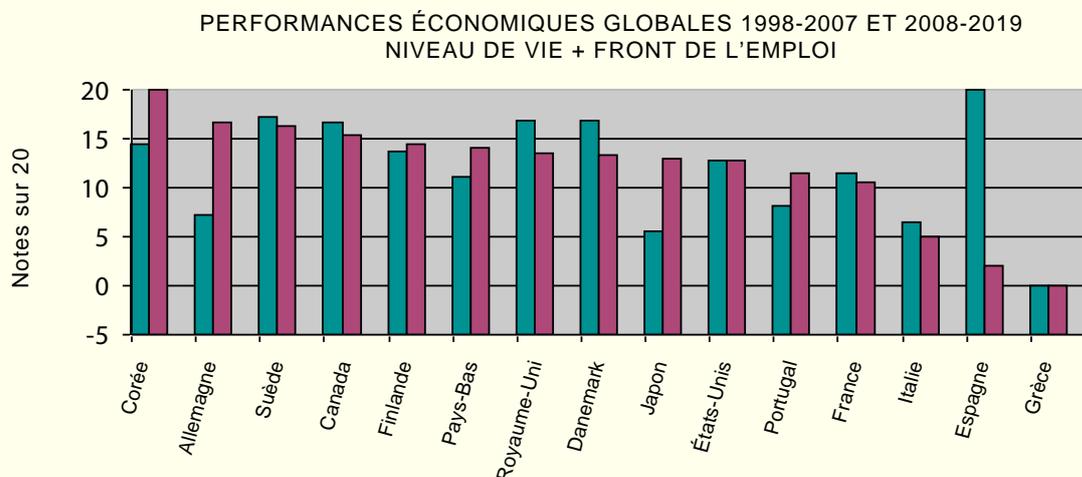
Avec une pondération égale, le trio gagnant est constitué par la Corée, la Suède et le Canada. L'Allemagne est septième et la France dixième. L'Italie et la Grèce sont à la dérive. La cinquième place du Royaume-Uni est une performance pré-BREXIT. Elle ne préjuge pas de ce que sera la performance post-BREXIT. Ni d'ailleurs s'il existera toujours un Royaume-Uni ?

L'IMPACT DE LA GESTION DE L'EURO

Une constatation saute aux yeux : sur l'ensemble de la période 1997-2019, seul le Japon, en plongeant à la treizième place, empêche les membres de la zone euro de faire un tir groupé, en trustant les dernières places du palmarès des performances économiques. Seule la Finlande tire son épingle du jeu.

Il n'y a pas de malédiction frappant la « vieille Europe » : Suède et Royaume-Uni se mêlent aux meilleurs. Et si le Danemark est moins performant que la Suède, on peut soupçonner que son obstination à lier sa monnaie à l'euro en est la principale raison.

Cette accumulation de contre-performances signifie en effet que, sur 22 ans, l'appartenance à la zone euro a lourdement pénalisé les états membres, à l'exception de l'Allemagne. Pour illustrer les risques que prenaient les « pays cigales » qui ont joyeusement vécu à crédit – à coût réel quasi nul en raison de leur forte inflation – de 1998 à 2007, le graphique ci-dessous découpe ces 22 années en deux périodes, pré-crise et post-crise. Il souligne que les classements de tous les états membres ont été bouleversés.



De 1998 à 2007 (en vert), le modèle espagnol avait décroché la première place, et de très loin. Il est avant-dernier pour la période 2008-2019. Les affreuses corrections subies par les citoyens grecs et espagnols de 2008 à 2019 illustrent les dangers qui guettent les « pays cigales ».

En sens inverse, le modèle allemand a bondi de la douzième à la seconde place, suivi par les Pays-Bas (de 10 à 6) et la Finlande (de 7 à 5). Récompense collective pour les membres « vertueux » de l'Europe du Nord.

Le modèle français a reculé de la neuvième à la douzième place. Évolution plus proche de celles des « pays cigales » que de celles des « pays vertueux »...

LE JUGEMENT DE LA MAJORITÉ SILENCIEUSE

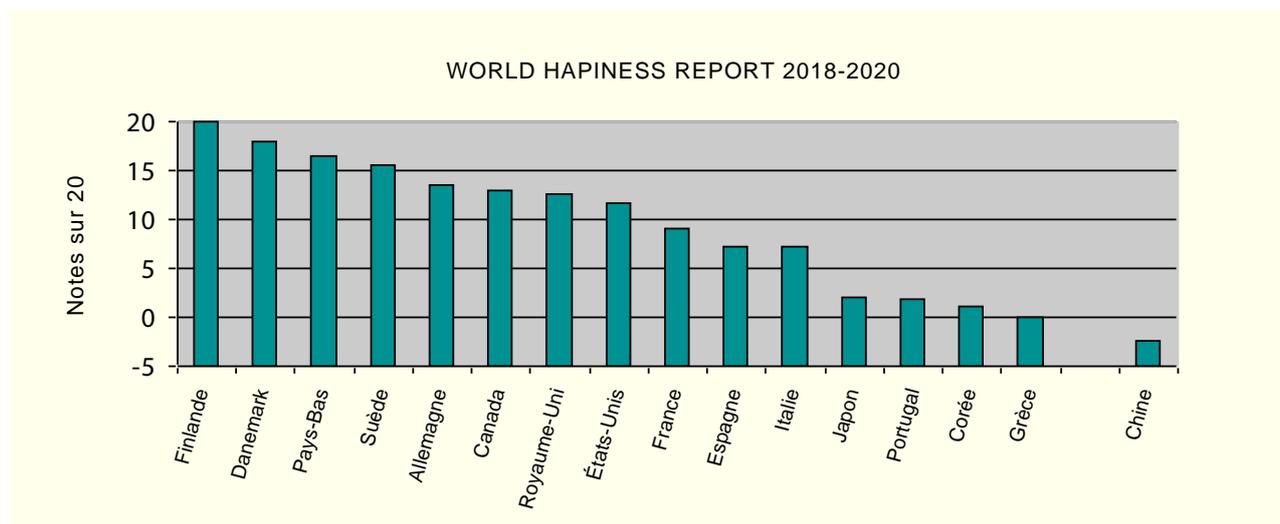
Les syndicats sont bien conscients des médiocres résultats du modèle social qu'ils défendent farouchement. Mais pour eux, ce n'est qu'un problème d'insuffisance de moyens. Et il n'y aurait qu'une seule solution : plus de fonctionnaires, donc plus de dépenses. « Et, sans les efforts supplémentaires arrachés, à coup de grèves et de manifestations plus ou moins violentes – casseurs et CGT, même combat – la détérioration aurait été encore plus grave pour les travailleurs ». Mais qu'en pensent réellement les citoyens-électeurs ?

Tous les deux ans paraît le « World Happiness Report » (happiness = bonheur). Son approche multicritères additionne comme moi les performances économiques et sociales constatées mais ajoute les résultats qualitatifs obtenus par divers sondages.

Depuis plusieurs années, c'est le modèle finlandais qui est le grand vainqueur de ce concours de beauté. Quel est le point commun des quatre suivants, Danemark, Pays-Bas, Suède et Allemagne ? Ils occupent les mêmes places dans le graphique *Performances économiques globales 1998-2007 et 2008-2019* et dans la répartition entre pays vertueux et pays cigales (cf graphique *Soutenabilité du système de retraite* page 45 – *L'urgente réforme des retraites*).

Dans ces trois classements, les traînants sont les mêmes : Italie, Espagne, Portugal et Grèce. Et la France est en position moyenne ou médiocre.

La seule discordance est la très mauvaise opinion que les Coréens, et surtout les Chinois, ont de leurs modèles nationaux. Dans ces deux cas, les critères qualitatifs (mobilisation trop intense, peur du vieillissement, droits de l'homme bafoués) plombent les jugements économiques obtenus.



À la fin, ce sont ceux qui ont le courage de maintenir leur pays sur une trajectoire de croissance optimale que l'Histoire reconnaîtra comme de grands Hommes d'État.

